

L'INTIMITÉ EN TEMPS DE CRISE : DIALECTIQUE DE LA COLOCATION

Par Dionne Co, candidate à la maîtrise en études urbaines, Simon Fraser University (Vancouver)

2021

Texte traduit de l'anglais. [Lire la version originale.](#)

Ces résumés de recherche font suite au Cycle de conférences « Regards croisés sur les études urbaines au Québec et en Colombie-Britannique / Crossing paths, crossing perspectives : urban studies in Quebec and in British Columbia » organisé en ligne au printemps 2021 par des chercheur.es de l'INRS, de l'Université du Québec à Montréal et de Simon Fraser University.

Introduction

À l'instar de nombreuses villes nord-américaines, Vancouver est en ce moment aux prises avec une crise du logement abordable. En ces temps difficiles, les personnes en situation de vulnérabilité financière n'ont souvent d'autre choix que de réorganiser leur mode de vie et leurs interactions sociales, y compris la structure du ménage, afin de surmonter les difficultés économiques de la vie quotidienne (Hall, 2019). Depuis la crise financière de 2008, le partage d'un toit est l'une des solutions vers laquelle se tournent de plus en plus de personnes qui ne font pas partie de la même famille, et ce, dans différents contextes au pays. Il est notamment possible de prendre conscience de ce changement de structure des ménages dans le rapport publié en novembre 2019 par le comité chargé de la *Regional Affordable Housing Strategy* [Stratégie régionale sur le logement abordable] du district régional du Grand Vancouver. En effet, entre 2011 et 2016, la cohabitation de personnes n'ayant pas de lien de parenté a bondi de 41 %. Le rapport fait état d'une hausse préoccupante de la proportion des locataires à faible revenu dans la région et indique que ces derniers sont « plus enclins à rechercher des colocataires afin de réduire les coûts¹ ». Récemment, la hausse de la colocation a également été observée dans d'autres contextes (au R.-U., voir Heath, 2018; en Australie, voir Maalsen, 2020). La pénurie de logements sociaux disponibles et la financiarisation croissante de la propriété et du logement locatif, l'effondrement du marché des prêts hypothécaires à risque, la hausse annuelle du prix des maisons, l'accès réduit aux prêts hypothécaires et la rupture du lien entre le prix moyen des maisons et la rémunération moyenne sont quelques-uns des facteurs de l'inabordabilité du logement pour les personnes vivant dans les villes où l'évaluation foncière est à la hausse.

Dans la présente recherche, la colocation est prise au sens d'un *ménage informel dans le secteur locatif privé se composant d'au moins deux adultes n'ayant pas de lien de parenté*. La croissance démographique des ménages vivant en colocation est manifeste, mais la recherche universitaire n'a pas su tenir le rythme de ce phénomène grandissant (Clark et coll., 2017). Le présent projet de recherche représente une tentative de dresser un portrait de la situation, à tout le moins à Vancouver, où les vies des personnes partageant un logement se font encore plus complexes en raison de trois facteurs structurels dont nous faisons brièvement état ci-dessous.

¹ Source : [Metro Vancouver Regional District Housing Committee](#) (novembre 2019)

Premièrement, la combinaison entre le revenu inférieur à la moyenne et le coût élevé des logements et de la vie a fait en sorte qu'on a accolé à Vancouver l'appellation de « consommation city » (Siemiatycki, 2013). En effet, depuis les années 1980, le développement urbain a entraîné d'importantes pertes d'emplois et la prolifération des emplois à faible revenu. Plusieurs Vancouverois ne touchent pas un revenu suffisant pour s'offrir un logement qui répond à leurs besoins. Ceux qui choisissent de rester sont donc contraints d'imaginer des moyens pour s'adapter. En ville, la location d'une résidence ou d'un appartement en commun avec d'autres personnes qui ont des difficultés financières est l'une des solutions les plus répandues.

Deuxièmement, les lois et lignes directrices encadrant la location résidentielle dans la province s'avèrent peu efficaces pour aider les colocataires à sortir de leur situation précaire en matière de logement. Comme la British Columbia Residential Tenancy Act ne reconnaît pas toutes les situations de colocation, certaines personnes sont laissées à elles-mêmes en cas de conflits ou de difficultés avec leurs colocataires. La signature du « bail » mensuel place donc les colocataires dans une situation risquée et, puisque la cosignature d'un bail nécessite une preuve de revenu stable, plusieurs colocataires passent outre cette entente. Par ailleurs, la modification des signataires d'un bail apporte un autre défi : lorsqu'une nouvelle entente de location est rédigée, cela ouvre la porte à une hausse du loyer supérieure à celle de 2,5 % permise chaque année. Les colocataires qui se retrouvent sans contrat de location signé n'ont d'autre choix que de se tourner vers la colocation d'un autre logement sur le marché locatif privé. Les propriétaires détiennent ainsi une bonne marge de manœuvre pour autoriser, résilier ou ignorer ces arrangements.

Troisièmement, le règlement 3575 régissant le zonage et l'aménagement à Vancouver stipule que « Nulle habitation résidentielle privée ne doit loger plus d'une famille² ». Adopté en 1956, ce règlement définit officiellement la « famille » comme étant « une personne seule ou plusieurs personnes unies par un lien de parenté, le mariage ou l'adoption ». Cette définition est également utilisée pour justifier l'hébergement d'un maximum de trois adultes sans lien de parenté dans un ménage privé. Tout ménage excédant ce nombre de personnes est réputé « surpeuplé » et, par conséquent, illégal. Les règlements municipaux de zonage limitent le nombre de personnes non parentes pouvant vivre sous le même toit en toute légalité, ce qui marginalise le caractère légal ou pratique de la cohabitation de personnes non apparentées. Cette part croissante des ménages est également forcée de trouver des façons originales de vivre ensemble dans des logements conçus pour la vie de famille nucléaire.

Méthodologie et résultats de recherche

Dans la foulée d'une recherche antérieure qui mettait en lumière dans quelle mesure les forces structurelles et contextuelles peuvent façonner les décisions et les conditions en matière de logement, la présente étude offre un aperçu des vies de 15 colocataires évoluant dans des ménages qu'ils ont souvent été contraints de former, ce qui pose des défis intéressants à l'expérience de l'hébergement et du sentiment d'être chez soi.

La méthodologie de l'ethnographie urbaine et les cadres théoriques interdisciplinaires indiquent que les logements en colocation relèvent à la fois de la crise et de l'intimité, donnant lieu à des rencontres et des tensions contradictoires, tout en mettant à nu les moments où émergent la compétence, la créativité et l'attention des colocataires, qui évoluent dans un processus constant d'apprentissage de la cohabitation. Entre janvier et mai 2020, 15 personnes ont été recrutées et interrogées afin d'orienter le

² Source officielle : [Ville de Vancouver - archives](#)

projet et de fournir les données de recherche brutes. Dans les conversations avec la chercheuse, les colocataires ont souvent comparé leurs expériences de colocation à certains modèles normatifs en ce qui a trait à l'hébergement et au domicile. Par exemple, lorsque des colocataires ne faisaient pas le ménage ou ne participaient pas aux tâches ménagères, certains sujets ont exprimé un refus de le faire à leur place en arguant qu'ils n'étaient pas « la mère de leurs coloc », adoptant et dénonçant à la fois le discours genré selon lequel les mères dans les familles nucléaires sont réputées responsables du ménage, des tâches ménagères et d'autres formes de travaux domestiques non rémunérés.

Outre les tâches ménagères, l'étude a révélé un autre enjeu d'importance dans les ménages partagés : la négociation de l'espace privé et du « temps pour soi ». En effet, les colocataires ont à maintes reprises exprimé leur frustration quant au manque d'intimité, au fait de toujours devoir être « prêts à l'action ». Certains ont même indiqué que l'impossibilité de s'offrir un logement à eux seuls avait affecté leur santé mentale. Les personnes n'ayant pas leur propre chambre à coucher ont été aux prises avec de plus grands défis encore. Certains sujets qui dormaient dans le salon, ainsi privés d'espace intime, ont exprimé leur incapacité à habiter librement l'espace qui leur était réservé. Plusieurs ont dit ne pas avoir été en mesure d'accueillir des amis, des partenaires amoureux ou des invités. Certains se sont dits mal à l'aise de devoir recevoir leurs invités dans des pièces communes, à la vue de tous, comme s'il s'agissait d'espaces « publics » à l'intérieur de leurs espaces privés. D'autres encore craignaient les représailles du « locataire principal » qui, étant souvent le seul signataire du bail, exerçait davantage d'emprise sur les questions d'ordre domestique que les autres colocataires.

Les relations entre colocataires dépendent parfois de la différence entre les statuts juridiques des membres du ménage, par exemple lorsque certains colocataires figurent sur le bail et d'autres non. Cela se traduit parfois par des différences de pouvoir entre les colocataires. Les titulaires de bail assument souvent les rôles et fonctions que remplissent habituellement les propriétaires : recruter et interviewer les nouveaux colocataires, expulser les indésirables, planifier les travaux d'entretien et de réparation, collecter le loyer chaque mois. Ainsi, ils deviennent des « quasi-propriétaires » du ménage partagé. Certains quasi-propriétaires allaient jusqu'à interdire à leurs colocataires de décorer les espaces de vie communs ou d'y disposer leur mobilier personnel, sous prétexte que ces espaces étaient « les leurs » malgré le fait qu'ils payaient la même part de loyer que leurs colocataires. Par contre, cette situation n'était pas la norme. En effet, certains quasi-propriétaires ont plutôt usé de leur influence pour créer des ménages dans lesquels les colocataires s'entraidaient, pour instaurer des règles destinées à faire régner des valeurs comme le bien commun et le souci des autres et pour recruter sciemment des colocataires qui ont à cœur les mêmes idéaux.

La recherche en sciences sociales pousse souvent à dégager les liens et les grands thèmes qui sont communs aux sujets. Par contre, en se concentrant exclusivement sur ceux-ci, on risque de passer à côté d'histoires qui ne cadrent pas exactement avec la plupart des récits de vie. C'est pourquoi ce projet présente également deux études de cas qui se distinguent du reste des données, dépeignant un éventail plus large et plus complet des expériences de colocation vécues à Vancouver. Plus spécifiquement, nous y décrivons l'expérience de colocataires plus âgés et qui sont prestataires de l'aide sociale. Ces cas illustrent le fait que la nature de la colocation se transforme selon l'influence de différents facteurs sociaux tels que le statut socioéconomique, le genre, l'âge et les facultés.

Conclusion

Si la colocation peut donner lieu à des conflits, des difficultés et des tensions, elle apporte également son lot d'expérimentation et de compétence, puisque les colocataires s'engagent dans un processus

d'apprentissage de la vie en commun. À la fin de l'entretien avec chaque sujet, afin de trouver le dénominateur commun des différents points de vue exprimés et de résumer les conversations, nous posons la même question à chacun : « Quels sont les meilleurs et les pires aspects de votre expérience de vie en colocation? » Lorsque nous avons compilé les thèmes récurrents parmi les réponses obtenues, ce qui nous a sauté aux yeux était que les meilleurs aspects étaient souvent désignés en termes pédagogiques : enseignement et apprentissage, essais et erreurs, découverte de soi, d'autrui et du monde en général au contact des différences dont les colocataires faisaient l'expérience à l'intérieur de leurs propres espaces intimes. Par contre, l'expérience de colocation a été éprouvante pour d'autres. Les failles de la politique ont été plus vivement ressenties chez les sujets qui ont retiré moins d'avantages sociaux de la situation. Dans ces cas, il vaudrait la peine de considérer comment les modifications de politique dans les lois et règlements municipaux en matière de location résidentielle pourraient réduire la précarité de la vie en ménage partagé. Au fil du temps, le nombre de personnes partageant un logement augmentera, de même que le besoin de reconnaître et de légitimer les colocataires au moyen de protections et de ressources juridiques appropriées. Par ailleurs, en temps de crise, les relations deviennent des sources de soutien essentielles. Dans les villes d'aujourd'hui et de demain, les relations entre colocataires visent uniquement à cultiver un sentiment d'intimité, de sécurité et de souci des autres. Le fait que des personnes se retrouvent à vivre sous le même toit en raison de difficultés financières illustre un impératif pratique dans les villes du 21^e siècle : le besoin d'apprendre à vivre avec d'autres personnes, même si on ne les a pas choisies, et de voir cela comme une aptitude à créer ensemble un avenir plus résilient en milieu urbain.

Bibliographie

- Aalbers, Manuel. 2012. *Subprime Cities: The Political Economy of Mortgage Markets*. Malden, MA: Wiley-Blackwell.
- Ahmed, Sara. 2004. *The Cultural Politics of Emotion*. Edinburgh: Edinburgh University Press.
- Barthes, Roland. 2013. *How to Live Together: Novelistic Simulations of Some Everyday Spaces*. Columbia University Press.
- Browne, Matthew. 1997. "[Negotiating Boundaries: The Social Construction of Shared Households.](#)" Thesis, Arts and Social Sciences: Sociology and Anthropology, Simon Fraser University.
- Hall, Sarah. 2019. "Austere Intimacies and Intimate Austerities." In *Everyday Life in Austerity: Family, Friends and Intimate Relations*, 101–139. Cham: Springer International Publishing.
- Heath, Sue, Katherine Davies, Gemma Edwards, Rachael Scicluna. 2017. [Shared Housing, Shared Lives: Everyday Experiences Across the Lifecourse](#). Routledge.
- Jamieson, Lynn. 2011. "Intimacy as a Concept: Explaining Social Change in the Context of Globalisation or Another Form of Ethnocentrism?" *Sociological Research Online*, 16(4): 15.
- Maalsen, Sophia. 2020. "'Generation Share': Digitalized Geographies of Shared Housing." *Social & Cultural Geography*, 21(1): 105–113.
- Madden, David J., and Peter Marcuse. 2016. *In Defense of Housing: The Politics of Crisis*. Verso.

Pilkey, Brent, Rachael Scicluna, Andrew Gorman-Murray. 2015. "Alternative Domesticities." *Home Cultures*, 12(2), 127–138.

Roseneil, Sasha, Shelley Budgeon. 2004. "[Cultures of Intimacy and Care beyond 'the Family': Personal Life and Social Change in the Early 21st Century.](#)" *Current Sociology*, 52(2): 135–159.

Siemiatycki, Elliot. 2013. "Consumption City: Precarious Labour and Capital in Vancouver, British Columbia." Ph. D. Dissertation, Geography: University of British Columbia.

Vanzella-Yang, Adam. 2019. "Time, Place and Home: Exploring Meanings of Home in Vancouver." *City & Community*, 18(1): 238–256.

Wilkinson, Eleanor, Iliana Ortega-Alcázar. 2018. "The Right to Be Weary? Endurance and Exhaustion in Austere Times." *Transactions - Institute of British Geographers (1965)*, 44(1): 155–167.